

Un avenir ... sans paysans ?

Deux semaines avant les votations du 23 septembre, Avenir Suisse, un sous-produit d'EconomieSuisse, jette en pâture un document volontiers provocateur, censé présenter notre agriculture helvétique comme un gouffre financier sans fond, où il ne resterait au contribuable que ses yeux pour pleurer. Au même titre que le contribuable, les paysannes et paysans seraient les victimes d'une politique agricole qui briderait l'esprit entrepreneurial de la paysannerie, empêchée par pléthore de lois, de règlements et de taxes, de mener à bien sa mission.

Nous pouvons partager en partie les constats qui sont faits dans cette étude. Oui, la paysannerie suisse est soumise à de très nombreuses contraintes, environnementales en particulier. Oui, les taxes à la frontière ne lui profitent majoritairement pas. Oui, les paiements directs, censés rétribuer les familles paysannes pour les services qu'elles rendent à la communauté (approvisionnement, qualité du paysage, entretien des surfaces ouvertes), leur échappent en partie et filent dans les poches des intermédiaires, à la faveur d'une opacité savamment entretenue.

Notre zone d'entente s'arrête pourtant ici. A la faveur de dix points clés, Avenir Suisse entend redessiner le paysage agricole à son image, de telle façon que le libre-échange règnerait en maître dans notre politique agricole. Des mesures qui, si l'on en croit leurs auteurs, permettrait une économie substantielle de près de 14 milliards de francs à la Confédération. Qu'en serait-il en vérité ? Quelques exemples :

- Bien que le système des paiements directs soit certainement perfectible, il a permis de favoriser des pratiques plus écologiques et plus respectueuses des animaux ; elles ont un coût immédiat, certes, mais elles sont aussi garantes d'économies sur le long terme, tout particulièrement dans le domaine de la santé (qualité de la nourriture et des eaux de surface, durabilité des sols) ;
- A l'échelle mondiale, il est bien connu que c'est sur l'agriculture familiale, paysanne, que repose la responsabilité de la production de nourriture ; ce constat est aussi vrai pour la Suisse, puisque nous avons vu régulièrement ces dernières années que les grandes structures de type semi-industriel ne sont pas les mieux armées pour résister ;
- La topographie et le climat de la Suisse ne nous permettent pas de devenir concurrentiels face aux grands producteurs mondiaux, et ce malgré d'éventuelles restructurations drastiques de nos fermes ; la suppression des barrières douanières ferait peut-être économiser quelques francs aux consommateurs, mais elle signerait purement et simplement l'arrêt de mort de notre agriculture familiale ;

- Il est dangereux, pour n'importe quelle nation, de faire reposer sa sécurité alimentaire sur les importations ; nous vivons dans une abondance telle que nous avons l'illusion d'être en sécurité à ce niveau ; pourtant, l'équilibre est fragile, c'est pourquoi l'offre en denrées alimentaires produites localement doit être au moins maintenue, sinon renforcée.

D'un constat partiellement partagé, avec la Souveraineté alimentaire nous offrons une solution diamétralement opposée. La revalorisation des circuits courts replace la question de l'alimentation là où elle doit se poser : non pas dans les bureaux ou sur les marchés boursiers, mais bien au cœur de la vie régionale, en main des paysan.ne.s et des consommateur.trice.s. Revenu équitable pour toutes et tous, production aussi écologique que possible, respect de la terre et des animaux, il est grand temps de remettre du cœur, de l'humain et du bon sens dans notre rapport à l'alimentation. L'agriculture, ce n'est pas une industrie, c'est du vivant, des cycles, des saisons, des aléas à surmonter, sur lesquels nous n'avons aucune emprise, et lorsque l'on a compris cela, on réalise alors que la meilleure approche, c'est de faire preuve d'humilité.

Vanessa Renfer

Secrétaire syndicale Uniterre

078 821 24 83